Elections Législatives du 23 Novembre 1958 — Département des Landes
(Deuxième Circonscription de Dax)

JEAN LESPIAU

Citoyennes,
Citoyens,

Vous êtes appelés à élire un député, moins de trois ans après les élections du 2 Janvier 1956.

Dans sa majorité, le corps électoral avait clairement condamné «le syndicat des faillis», — les PINAY, LANIEL, BIDAULT, DUCHET, MORICE et autres SOUSTELLE — ces hommes et partis de la réaction, responsables de huit années de guerre d'Indochine, de 14 mois de guerre d'Algérie, d'une politique de misère pour les travailleurs des villes et des campagnes.

Pour que ça change, la majorité du corps électoral avait accordé sa confiance aux partis de gauche, en premier lieu pour mettre un terme à la guerre d'Algérie.

La volonté populaire, l'intérêt national exigeaient la formation d'un Gouvernement à l'image du pays républicain ; le Parti Communiste multiplia ses efforts dans ce sens.

Mais, sous l'impulsion du Président du Conseil Socialiste Guy MOLLET, les hommes du Front Républicain (Parti Socialiste et Radical) tournèrent le dos à cette exigence et **renièrent** vite leurs propres engagements électoraux.

Les candidats socialistes landais, LAMARQUE-CANDO, DAVID, DUSSARTHOU et FOLIN condamnaient **«la politique désastreuse menée depuis 1951»** entraînant en particulier pour les jeunes **«les tristes réalités des mobilisations pour les guerres d'Indochine et d'Afrique du Nord».** Ils s'engageaient donc à lutter contre cette politique.

QUE SONT DEVENUES CES PROMESSES ?

Loin de conclure la Paix en Algérie, les gouvernants aggravèrent la guerre, cette guerre que Guy MOLLET qualifiait **«d'imbécile et sans issue».** De plus ils lancèrent la France dans la folle aventure de Suez.

Les effectifs militaires furent portés à 500.000 hommes. La première victime landaise tomba en Mars 1956. Depuis, plus de 50 familles pleurent un fils dans le département et des centaines d'autres vivent dans l'angoisse.

La guerre d'Algérie qui est à l'origine des difficultés essentielles que traverse notre pays engendra l'offensive factieuse du mois de Mai. Battue par le suffrage universel en 1956, la réaction réussissait, par la force et le chantage, à installer au pouvoir les hommes de la grande bourgeoisie, les représentants directs de la grande banque et de la grande industrie.

Aujourd'hui, la réaction est installée dans le lit que lui ont préparé Guy MOLLET et les diviseurs des forces démocratiques.

JUGEZ SUR LES ACTES

Ceux qui portent l'entière responsabilité de cette situation, ce sont ceux qui ont trahi leurs engagements électoraux, ceux qui ont refuser de réaliser l'union des forces de gauche, pour une politique de gauche qui n'est pas possible sans les communistes.

Le mal est là et non dans la prétendue faiblesse des institutions, invoquée pour tenter de masquer les abandons, les trahisons, les méfaits d'une politique néfaste et l'écrasante responsabilité de ceux qui l'ont pratiquée.

Electeurs, Electrices, on vous a grossièrement trompés le 2 Janvier 1956. Jugez les partis et leurs candidats sur leurs actes d'hier, et non sur leurs paroles d'aujourd'hui !

C'est d'ailleurs parceque la réaction et ses valets ont peur du jugement des travailleurs et des démocrates qu'ils ont ressuscité le scrutin d'arrondissement, ce scrutin de voleurs, duquel ils attendent une réduction sensible du nombre de députés communistes.

Mais ce truquage électoral sera incapable de dissimuler la confiance inébranlable des millions de travailleurs, de petites gens, de républicains dans le Parti Communiste Français qui a toujours lutté pour le Progrès Social, pour la Paix, pour la France.

Le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS SE PRÉSENTE A VOUS, LA TÊTE HAUTE

Scrupuleusement fidèle à son programme, comme le voulait JAURES, il a tout fait pour réaliser l'indispensable union des forces de gauche; il a soutenu le gouvernement Guy MOLLET jusqu'aux extrêmes limites du possible, ne lui demandant rien d'autre que d'appliquer le propre électoral du Parti Socialiste et du Front Républicain.

Contrairement aux calomnies de la réaction et de ses alliés, le Parti Communiste n'est pas « contre tout » : **en toutes circonstances il propose ou soutient fermement toutes mesures favorables au peuple.**

Après le 2 Janvier 1956, sans les 150 voix communistes et progressistes, aucune des mesures favorables aux travailleurs n'auraient pu être prises : 3ème semaine de congés payés, préavis de licenciement d'un mois, Fonds Fational Vieillesse etc... Il en fut de même chaque fois que l'union se réalisa, sous le Front Populaire, pendant l'occupation, à la Libération.

Les élus communistes sont sous le contrôle et au service exclusif du peuple. C'est ainsi que Jean LESPIAU, député, au cours de son bref mandat a multiplié les démarches pour les humbles, les propositions de Lois ou de Résolutions, les interventions à la Tribune de l'Assemblée Nationale, pour défendre les intérêts de la population laborieuse du département, qu'il sagisse des paysans-travailleurs, des gemmeurs, des salariés victimes du chômage partiel, des pêcheurs du dimanche et des inscrits maritimes etc...

NOTRE PROGRAMME

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. La crise économique menace : réduction d'horaires et début du chômage frappent déjà les travailleurs. La guerre d'Algérie est entrée dans sa cinquième année.

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme, de la guerre, et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le Socialisme.

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la Nation.

Il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

1) **Relèvement du niveau de vie des masses populaires** par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions, prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

2) **Paix en Algérie** par la négociation avec ceux avec qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3) **Politique extérieure d'Indépendance Française et de Paix** fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de a course aux armements.

4) **Réduction massive des dépenses militaires et réforme démocratique de l'impôt** frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin : de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, a la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ; de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5) **Garantie de l'avenir de la jeunesse** par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6) **Restauration de la République et construction d'une démocratie rénovée :** par l'abrogation des ordonnances prises en violation de la nouvelle Constitution ; par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de presse et de réunion ; par le contrôle du peuple sur l'élu ; par une large autonomie communale et départementale. Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Sur le plan régional, s'appuyant en toutes circonstances sur le peuple, le candidat communiste, apportera, comme son action récente en témoigne, tout son appui à la défense des intérêts légitimes de la population laborieuse.

Pour la classe ouvrière : il faut assurer le plein emploi aux Forges de l'Adour et dans les industries menacées comme les bouchonneries ; supprimer les abattements de zones ; obtenir la parité des salaires agricoles avec l'industrie.

Pour la paysannerie laborieuse : action résolue pour le respect du Statut du Fermage et du Métayage. Protection de l'exploitation familiale. Aide au développement de la coopération.

Pour les gemmeurs : revalorisation indispensable et urgente du salaire. Poursuite de l'heureuse action entreprise à l'Assemblée Nationale pour la reconnaissance de la qualité de salarié et pour régler les rapports gemmeurs employeurs dans le cadre d'un convention collective.

Les intérêts légitimes de la pêche fluviale et côtière, le développement du tourisme populaire dans notre beau coin de France, les réalisations communales, cantonales et départementales d'intérêt général seront assurées — comme dans le passé — de l'appui total du candidat communiste.

Travailleurs, Républicains, VOTEZ pour un des vôtres, pour le Candidat de l'opposition résolue à la réaction, et dont vous serez certains qu'il ne composera pas avec elle,

Votez pour le véritable Candidat de la GAUCHE !

VOTEZ pour Jean LESPIAU,

Ouvrier du Bois
Député Sortant
Secrétaire Fédéral du Parti Communiste Français
Né le 24 Janvier 1922 à Sorde-l'Abbaye

Remplaçant éventuel : **Roger FEUGAS**
Instituteur à Saubrigues
Ancien Prisonnier de Guerre Évadé
Membre du Comité Départemental de Libération
et du Bureau Fédéral du Parti Communiste Français
Né le 5 Juillet 1914 à Beyries

Pour barrer la route à la Réaction et à ses Alliés, pour réaliser une Politique conforme aux désirs des travailleurs, et aux intérêts de la Nation, pour assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un groupe communiste important et lui donner l'appui et l'autorité de millions de voix.

Pour la victoire de la République ! Pour l'avenir de la France !

VOTEZ ET FAITES VOTER COMMUNISTE !

Les Sections du Parti Communiste Français de Dax, Castets, Pouillon, Peyrehorade, Saint-Vincent-de-Tyrosse, Saint-Martin-de-Seignanx et Soustons.

Electrices, Electeurs, ATTENTION : Pour que votre bulletin de vote soit valable, n'écrivez rien sur l'enveloppe ni sur le bulletin : Ne rayez aucun des deux noms, votre bulletin serait annulé.

VU : LE CANDIDAT.

IMPR. GAYON - DAX